

Nucléaire

Le projet d'implantation d'une centrale nucléaire en Auvergne (1981) La centrale du Val d'Allier (1980)

Le bulletin ne suffirait pas pour exposer le problème.

Résumons :

Face au projet, cinq sites sont étudiés, et à l'initiative des «Amis de la Terre Bourbonnaise », un premier appel, dont nous publions des extraits, a été lancé pour la création d'un Comité de Sauvegarde du Val d'Allier. Le 20 septembre, une réunion de plus de 300 personnes désignait un Conseil d'Administration provisoire. L'APENA, par la voix de son président, apportait son appui au comité, dont fait partie Monsieur Meunier, membre du C.A.

Une première réunion du conseil, à laquelle assistaient J.P Thénot et M. Durant, de la section de Gannat, décidait des actions concrètes : projection de montages dans les communes menacées, mise en place de commissions juridiques et constitution éventuelle de groupements fonciers agricoles.

Un référendum organisé dans la commune de la Ferté Hauterive a donné 80.4 % de « non » au projet de centrale dans la commune.

Une assemblée générale du comité est prévue à Moulins en décembre pour adopter les statuts et élire les responsables. Nous pensons que chacune des sections de l'APENA concernées devraient envoyer des candidats au Conseil d'Administration.

Comme nous l'écrit Jean-Paul Thénot, le problème est grave :

« Que représente l'implantation d'une centrale ? des problèmes humains, d'eau potable, d'air pur, de sécurité, de protection, de liberté, etc... La liste n'est pas limitative... Autour de la centrale, ce serait une étoile de lignes à haute tension perturbant la vie de nombreuses personnes. Il y aurait à considérer la taille des pylônes, les lignes de 200 à 800 000 volts émettant des rayons ionisants tout le long du tracé dans un rayon de plusieurs kilomètres. Qui peut dire les conséquences ? Lésions possibles chez les habitants, destruction de toute végétation et trouée en forêt ». Je recommande à ce sujet la lecture d'un ouvrage de Monsieur l'Abbé Boegel, professeur de physique à tours.

Enfin, notons avec gratitude que nos amis de la Société Scientifique du Bourbonnais nous ont fait parvenir par leur président Monsieur Guillot, le double de leurs observations présentées aux autorités administratives dont nous nous faisons un plaisir de citer les conclusions :

« Ces observations nous amènent à formuler l'opposition très nette des naturalistes bourbonnais à l'implantation d'une centrale sur les bords de l'Allier, et en accentuant cette défaveur pour toute la section s'étendant en aval de Billy et jusque dans la Nièvre ».

Au Conseil Général de l'Allier, une déclaration du groupe socialiste, « considérant que l'implantation d'une centrale nucléaire de quatre tranches de 1300 MGW nécessite un investissement de 5 milliards de francs rendrait hypothétique la mise en œuvre parallèle d'un programme géothermique et houiller, considérant les dangers qu'une telle implantation entraîne, (NDLR : le PS cite : « l'implantation d'une centrale nucléaire dans l'Allier est un véritable forfait pour notre région exceptionnellement riche pour sa flore et sa faune »), se prononce contre l'implantation d'une telle centrale. Le parti socialiste, comme les gens de la Ferté, ne prendra part à une telle destruction de notre patrimoine ».

Seuls les sept conseillers socialistes ont voté cette déclaration. Les opposants de la Ferté et d'ailleurs feront peut-être réfléchir nos représentants.

Contexte :

La Loire et l'Allier déterminent, par leur beauté naturelle, la caractéristique de « Jardin de la France » attribuée à ces vals.

Ces rivières forment un véritable littoral intérieur et l'ensemble des habitants est directement ou indirectement intéressé par la préservation de leur caractère naturel.

Il ne s'agit pas que de naturalistes, estivants, pêcheurs, chasseurs, riverains, mais aussi de syndicats d'adduction d'eau et, par la même, de toute la population, de même que de nombreux commerces qui vivent du courant de fréquentation attiré par ces vastes zones inondables encore sauvages et libres.

Toutes ces personnes, mal représentées dans les comités de bassin, se rejoignent progressivement pour demander l'acquisition des zones inondables des rivières au domaine public plutôt que de gigantesques travaux de mise hors d'eau, beaucoup plus coûteux que les terres et les biens qu'ils protégeraient.

Seuls des entreprises de travaux publics, quelques promoteurs en matière d'irrigation agricole et bureaux d'étude peuvent être favorables à la thèse d'aménagement.

Nombreuses sont les associations qui ont demandé au Ministre de l'Environnement de faire interdire dans les faits toute construction ou implantation vulnérable dans les zones d'écoulement des grandes crues ; en proposant, au lieu des grands barrages qui stériliseraient les zones naturelles, source de richesses méconnues, le renforcement d'urgence et sans lésiner des dispositifs de protection des villes contre l'inondation.

En effet le principe des barrages contre les inondations consacrerait à long terme la disparition des zones inondables de grande valeur à tous égards.

Dans le Val d'Allier, un élément récent vient de tout remettre en question : celui d'un projet de centrale nucléaire.

(...)

Le choix du site :

Compte tenu des aléas relatifs au débit de l'Allier, il est probable que l'implantation sera faite sur l'Allier alors qu'elle aura reçu les eaux de la Sioule ; c'est-à-dire sur la partie du cours actuellement la plus remarquable du point de vue ressources et valeurs naturelles et encore peu altérée.

Si cette inondation est prévue en zone inondable, comme le laisse entendre la proposition des cinq sites possibles pour l'implantation, il faudra 10 millions de m³ de matériau pour ériger un tertre de mise hors d'eau, face à l'éventualité des grandes crues. C'est vraiment provoquer des travaux inutilement gigantesques et un impact très lourd sur la nature ; alors qu'il existe des terrasses hautes et déjà naturellement hors crue en bordure de ces eaux.

L'Allier a connu des débits aussi bas que 12 m³ / seconde au pont Régemortes à Moulins ; récemment, il est descendu à 15 m³ / seconde lors de la sécheresse de 1976. Naussac peut donner 6 à 8 m³ / seconde de renfort aux bas débits de l'Allier. Ce renfort est à peu près ce que consomme l'irrigation agricole sur le parcours auvergnat de l'Allier. Or comme il est prévu de développer l'irrigation dans les années à venir, on peut se demander ce qui restera d'eau dans l'Allier pour refroidir une centrale située en aval des irrigations, et qui réclamera un débit de 10 à 30 m³ / seconde, pour quatre réacteurs de 1300 Megawatts.

(...)

Christian Guinard
Naturallier 2 – Septembre 1981

La recherche du site pour l'implantation d'une centrale nucléaire en Auvergne a été interrompue après les élections présidentielles.

L'Allier département le plus nucléarisé de France ?

Nous l'avons échappé belle.

Depuis 1955, une mine d'uranie fonctionnait à St Priest la Prugne... avec déjà les premiers opposants à ce type d'activité. cette mine étant épuisée en fin des années 70 la décision était alors prise d'en faire le centre de stockage n°2 (après la Hague) pour les déchets radioactifs français et même étrangers. La réaction fut alors très vive et allait même s'amplifier tant les méthodes employées (mépris des citoyens, mensonges, légèreté par rapport aux risques,...) par les promoteurs (CEA, COGEMA, ANDRA, BRGM,...) étaient inacceptables. La décision alors de construire une centrale nucléaire dans le val d'Allier trouvait dans ce contexte une opposition locale très forte et allait faire long feu après le changement politique de 1981. La COGEMA déposera encore de nombreuses demandes de permis de recherche qui seront aussi combattues et enfin un essai pour stocker des déchets radioactifs en site profond à Huriel mobilisera en force la population locale, ce qui fera reculer les élus favorables.*

Les militants de l'Allier, mais aussi des élus comme à St Priest la Prugne, ont été à la hauteur dans ce combat bien inégal du pot de terre contre le pot de fer. Nous pouvons parler d'exemplarité. Et maintenant ? Nous entendons beaucoup parler de solaire, d'éolien, de bois énergie, d'économiser l'énergie, mais si tous les discours des responsables politiques et industriels occidentaux prônent la diversification énergétique, leurs pratiques oscillent entre la surexploitation des sources d'énergie fossiles productrices de gaz à effet de serre et l'apologie du nucléaire comme énergie " Propre ".

Ajoutons aussi que le mode de croissance imposé par les logiques productivistes détermine pour une large part la hausse constante des besoins en énergie... et donc un coût exorbitant pour les écosystèmes.

La vigilance s'impose donc pire que jamais... d'autant que la transparence promise par le gouvernement en matière de nucléaire est loin de tenir ces promesses.

René Chanaud – 2001

**CEA : Commissariat à l'Energie Atomique ; COGEMA : Compagnie Générale des Matières Nucléaires ; ANDRA : Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs ; BRGM : Bureau de Recherche Géologique et Minière.*